

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMCA

Chemin de Livry - BP19
95380 Chennevières-Lès-Louvres

Références : Hélios : 63190, D2025-
Code AIOT : 0006504803

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement SMCA implanté AEROPORT D'ORLY - T13 ORLY SUD N 178 91200 Athis-Mons. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite était de faire un point sur les constats des précédentes inspections ainsi qu'observer les actions mises en oeuvre par l'exploitant en ce qui concernait le sujet des PFAS dans son émulseur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMCA
- AEROPORT D'ORLY - T13 ORLY SUD N 178 91200 Athis-Mons
- Code AIOT : 0006504803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) assure la réception, le stockage et la distribution du carburéacteur destiné à l'avitaillement des aéronefs sur les plates-formes aéroportuaires de Paris Orly et Roissy CDG.

Le dépôt d'Athis-Mons est alimenté par l'oléoduc de la société TRAPIL. Il effectue le transfert du

carburéacteur après décantation au dépôt intermédiaire situé à Paray-Vieille-Poste.

Le dépôt occupe une superficie de 36 190 m². Ce terrain appartient à Aéroports de Paris, la SMCA ayant le statut de concessionnaire.

Il est constitué de 6 réservoirs en acier de type cylindre à axe vertical, à toits fixes, répartis dans trois cuvettes de rétention.

L'exploitation de ce dépôt pétrolier est autorisée sur la base de l'arrêté préfectoral n° 2020.PREF/DCPPAT/BUPPE/0151 du 20/08/2020. Compte tenu des activités et des installations classées exploitées, cet établissement est soumis au régime de l'autorisation avec servitudes et relève du seuil haut du classement SEVESO.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Démarche d'amélioration de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Porter à connaissance du déterrement des tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I item 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	AN - Shunt/By pass - Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe 1 point 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
21	AN-Shunt/BP Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
25	Visite terrain	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Demande de justificatif à l'exploitant
6	Réglementation du PFHxA (acide	Règlement européen du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	perfluorohexanoïque)	18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)		
7	Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 4.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.7.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
14	Détection hydrocarbure liquide – Vérifications et Maintenance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
16	Emulseur - Disponibilité	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
17	MMR : Niveaux NSH et NSTH - Contrôle et Maintenance	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
18	Niveau de sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.6.f	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
20	AN - Shunt/By pass - Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
22	AN - Shunt/By pass Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54A	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
23	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
24	Modifications	Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est en cours de réflexion quant au changement de son émulseur alors que la démarche devrait être plus avancée voire terminée au vu des délais prévus par les textes réglementaires.

Des travaux ont été entrepris permettant de lever certaines non-conformités (séparateur d'hydrocarbures, mise à la terre des tuyauteries déterrées...). D'autres sont encore à réaliser.

L'exploitant doit également intégrer des données dans son SGS (formation, actualisation de procédure).

L'inspection est en attente du dossier de porter à connaissance concernant les tuyauteries déterrées et de l'étude de dangers révisée (laquelle intégrera les modifications réalisées, les conclusions de l'application du PMII des tuyauteries et l'analyse du sujet de la glissière).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

Dispositions en vigueur au moment de la visite d'inspection :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en SPFO contenues dans des produits semi-finis, des articles, ou dans des parties de ces produits ou articles, si la concentration en SPFO est inférieure à 0,1 % en masse calculée à partir de la masse de parties structurellement ou microstructurellement distinctes qui contiennent des SPFO ou, pour les textiles ou les autres matériaux enduits, si la quantité de SPFO est inférieure à 1 µg/m² du matériau enduit.

A compter du 3 décembre 2025, ces deux dispositions sont remplacées par les dispositions suivantes conformément au règlement délégué (UE) 2025/718 de la Commission du 14 avril 2025 :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

L'exploitant a présenté une analyse de l'émulseur du 10/11/2022 par VANRULLEN-UNISER. Cette analyse indique la présence de PFOS au-delà des seuils limites réglementaires en vigueur à compter du 03/12/2025 (560µg/kg pré topa en PFOS et 1100µg/kg en post topa). L'exploitant précise que l'analyse « Pré-TOPA » permet de quantifier les PFOA ou PFOS, alors que l'analyse « post-TOPA » permet de quantifier les molécules qui, avec le temps, se dégraderont en PFOA ou PFOS.

Il indique que le remplacement de l'émulseur est prévu pour 2026, avec une même proportion hydraulique afin d'éviter de changer de proportionneur. Les tests GESIP auront lieu fin 2025 pour le produit proposé par VANRULLEN-UNISER. L'exploitant indique qu'il n'est pour le moment pas engagé avec ce prestataire mais l'émulseur sera bien changé en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 1 : Le taux de PFOS, ses sels ou les composés apparentés dans l'émulseur actuellement utilisé n'est pas conforme aux valeurs limites réglementaires applicables à compter du 3 décembre 2025. Afin de se conformer à l'article 3 de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants, l'exploitant doit remplacer son émulseur par un émulseur ne contenant pas de PFOS, ses sels ou les composés apparentés. Seules les traces sont tolérées sans pouvoir dépasser les seuils suivants :

- 0,025 mg/kg pour le PFOS et ses sels ;
- 1 mg/kg pour les composés apparentés.

La SMCA transmettra à l'Inspection sous un délai de **2 mois** un plan de remplacement des émulseurs (contenus dans la cuve principale et dans les GRV si ceux-ci sont amenés à rester sur site) comprenant a minima les éléments suivants :

1. le choix des émulseurs de remplacement et la vérification de leur compatibilité le cas échéant avec les équipements de la DCI ;
2. le phasage du remplacement avec la définition des mesures compensatoires mises en œuvre pendant le temps d'indisponibilité des équipements de la DCI ;
3. le cas échéant, les modalités de nettoyage par rinçage des équipements prévus pour obtenir un taux de PFAS dans les eaux de rinçage conforme ;
4. le cas échéant, les modalités de retrait et/ou démantèlement des équipements ayant contenu des PFAS ;
5. les modalités de re-remplissage des équipements par des émulseurs sans PFAS ;
6. la réalisation de tests de mesures réelles (en mousse) afin de vérifier la conformité des débits eau/mousse au niveau des différentes installations du site ;
7. les modalités de stockage et d'évacuation des eaux de rinçage et des équipements retirés et/ou démantelés dans le cadre du remplacement.

En l'absence de réponse dans les 2 mois suivants la date de réception du présent rapport, l'Inspection proposera à Madame la Préfète une mise en demeure de respecter la réglementation vis-à-vis des PFOS et la mise en œuvre du plan de remplacement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :
Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

Concernant le composé PFHxS, l'émulseur présent sur site contient :

- moins de 20 µg/kg pour le PFHxS et ses sels ;
- moins de 20 µg/kg pour les composés apparentés.

La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en deçà de 0,1 mg/kg. L'émulseur UNISEROL PF3 ne dépasse pas cette valeur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 1 : Puisque l'émulseur doit être changé, l'inspection demande de confirmer l'absence de cette substance dans le nouvel émulseur et en sortie de proportionneur afin de justifier du respect de l'article 4 de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale

à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

L'exploitant a présenté une analyse de l'émulseur du 10/11/2022 par VANRULLEN-UNISER. Cette analyse indique la présence de PFOA au-delà des seuils (70µg/kg ou ses sels sur le PFOA, 8200µg/kg post topa). L'exploitant précise que l'analyse « Pré-TOPA » permet de quantifier les PFOA ou PFOS, alors que l'analyse « post-TOPA » permet de quantifier les molécules qui, avec le temps, se dégraderont en PFOA ou PFOS. Ces mesures dépassent les seuils à l'état de traces .

L'exploitant indique que le remplacement est prévu pour 2026 par un émulseur présentant des caractéristiques identiques en termes de proportion hydraulique afin d'éviter de changer de proportionneur. Les tests GESIP auront lieu fin 2025 pour le produit proposé par VANRULLEN-UNISER. L'exploitant indique qu'il n'est pour le moment pas engagé avec ce prestataire mais l'émulseur sera bien changé en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 2 : Le taux de PFOA, ses sels ou les composés apparentés dans l'émulseur n'est pas conforme aux valeurs limites réglementaires. Afin de se conformer à l'article 4 de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants, l'exploitant doit remplacer son émulseur par un émulseur respectant la réglementation vis-à-vis de l'ensemble des PFAS réglementées, notamment le PFOA.

La SMCA transmettra à l'Inspection sous un délai de 2 mois un plan de remplacement des émulseurs.

En l'absence de réponse dans les 2 mois suivants la date de réception du présent rapport, l'Inspection proposera à Madame la Préfète une mise en demeure de respecter la réglementation vis-à-vis des PFAS et la mise en œuvre du plan de remplacement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : L'exploitant indique que la cuve d'émulseur présente une capacité de 45 m ³ et qu'il y a des GRV d'émulseur également sur le site. Il indique qu'il n'a jamais transmis d'informations sur la détention de substances PFOA à la DGPR.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : NC 3 : Afin de se conformer à l'article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants, l'exploitant déclarera pour l'année 2025 la quantité d'émulseurs fluorés auprès de la DGPR (contact : Mme Morane Godfrin / morane.godfrin@developpement-durable.gouv.fr)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans: a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange; c) un article; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14. 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour : [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets.

Constats :

L'analyse présentée ne porte pas sur le PFCA -C9-C14.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 2 : L'exploitant n'a pas d'information quant à la présence ou non de PFCA en C9-C14 dans l'émulseur détenu sur son site. Comme l'émulseur doit être changé, l'inspection demande d'apporter les justificatifs attestant que le futur émulseur sera conforme vis-à-vis de l'ensemble des PFAS réglementées, notamment des PFCA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

Constats :

Concernant le composé PFHxA, l'émulseur présent sur site contient :

- 0,1 mg/kg pour le PFHxA et ses sels ;
- 0,65 mg/kg pour les composés apparentés.

La prescription contrôlée est actuellement respectée mais l'émulseur présent actuellement sur site ne sera pas conforme après le 10 avril 2026 au regard des futures valeurs limites réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 3 : L'inspection demande d'apporter les justificatifs attestant que le futur émulseur sera conforme vis-à-vis de l'ensemble des PFAS réglementées, notamment des PFHxA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur notamment quant au dimensionnement de ces derniers.

Constats :

L'exploitant a présenté le procès verbal de réception de travaux ENR-002-ORY avec acceptation sans réserve du 17/12/2024.

L'exploitant a présenté le plan des réseaux d'eau où figure le débourbeur/séparateur Saint Disier. La vanne d'isolement est en sortie du séparateur et visible sur le plan « schéma des réseaux d'assainissement OD-194 rev D et datée du 20/11/2025.

Il a été réalisé lors de l'inspection un test de fermeture du séparateur. Lors du test, un voyant rouge s'allume et une sonnerie retentit. La vanne d'isolement ne se ferme pas automatiquement. Il a été procédé au test de fermeture de la vanne d'isolement. Le voyant « vanne ouverte » s'est éteint en salle de contrôle et une sonnerie a retenti. Au bout d'un certain temps, le voyant « vanne fermée » s'est allumé en salle de contrôle et une autre alarme sonore a retenti.

La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8

Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025

Prescription contrôlée :

Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.

Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.

Constats :

L'exploitant a présenté le POI mis à jour en date du 20/03/2025. Ce dernier indique :

- 12 Piquages avec raccords pompiers de DN 100 sur la réserve d'eau (réservoir 61)
- 10 Piquages avec raccords pompiers de DN 100 pour la réalimentation en eau ou en prémélange, installés sur le refoulement des 3 GMP EAU afin de compenser une perte totale de la pomperie incendie (ces piquages sont situés devant le local pomperie DCI).

Le dernier exercice POI date du 14/01/2025, il s'agissait d'un exercice sur table (sans mise en œuvre de moyen).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 4 : L'inspection maintient l'observation pour mémoire pour le prochain exercice PPI/POI : prévoir un scénario utilisant un ou plusieurs de ces nouveaux piquages DN 100 pour tester le bon fonctionnement de ces nouveaux dispositifs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Démarche d'amélioration de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.10

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

Ci-dessous les dispositions, à réaliser avant le 1er janvier 2021:

-Réaliser une étude technico-économique caractérisant le phénomène d'effet de vague, sa prévention la limitation des conséquences et mettre en œuvre les conclusions de l'étude. L'exploitant examine, afin de limiter les conséquences d'un effet de vague associé à une rupture de bac, les conditions technico-économiques permettant d'atteindre les résultats suivants :

- * résistance mécanique des parois de la cuvette à une vague consécutive à une rupture robe / fond ou une rupture / fuite sur les tôles du fond ;
- * configuration de la cuvette visant à éviter une surverse en cas de vague consécutive à une rupture robe / fond ou une rupture / fuite sur les tôles du fond ;
- * mise en place d'une configuration (naturelle ou suite à travaux de génie civil) de confinement supplémentaire au-delà de la seule cuvette pour limiter la surface d'épandage de liquide ayant fait l'objet d'une surverse au-dehors de la cuvette.
- Réaliser une étude technico-économique précisant la nature des matériaux constituant la cuvette de rétention de la pomperie et ses propriétés de résistance aux produits qu'elle est susceptible de contenir et étudiant la possibilité d'étanchéifier cette cuvette ;
- S'assurer que la gestion des modifications et la maîtrise du logiciel est indépendante des fonctions d'exploitation et de sécurité et permet le maintien du niveau de sécurité de l'automate.

Constats :

L'exploitant a présenté le PV de réception des travaux d'étanchéification de la fosse de la pomperie du 9 octobre 2024 (projet OYD 2023.02 Fosse transfert). Cette réception est partielle, il reste à réceptionner les travaux relatifs aux traversées des départs des canalisations de transfert qui font l'objet d'une réserve. Cette réserve n'est pour le moment pas levée car il y a eu un problème au niveau des fondations des tuyauteries (le massif en béton qui s'appuyait sur des tuyauteries). Le dernier passage des racleurs indique que les tuyauteries sont en bon état. Ces derniers travaux seront réalisés d'ici 2-3 mois.

La non-conformité est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 4 : L'exploitant transmettra le PV de réception de levée des réserves à l'issue des derniers travaux afin de répondre à l'article 7.3.10 de l'arrêté préfectoral du 20/08/2020 .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Porter à connaissance du déterrement des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Modifications des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a

lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Toute modification portant sur la nature ou la quantité des produits stockés ou leur mode de stockage, susceptible de générer des risques supplémentaires (nouveaux phénomènes dangereux ou scénarios accidentels, aggravation de la probabilité, cinétique, intensité des effets d'un accident) non couverts par l'étude de danger versée au dossier, est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et donne lieu au porter à connaissance préalable visé à l'alinéa précédent et à la mise à jour de l'étude de dangers, mentionnée à l'article .

Constats :

La phase n°1 (déterrement des tuyauteries d'alimentation et des tuyauteries de soutirage des bacs n° 52/62 et 53/63) n'est pas terminée car les passages sous voirie entre les cuvettes n'ont pas été réalisés. Ce sujet sera clôturé en 2026.

La phase n°2 (déterrement des tuyauteries d'alimentation du bac n°71 et 72) est achevée. Le sujet de la glissière fait l'objet de la fiche 25.

La phase n°3 (déterrement des tuyauteries de soutirage des bacs n°71 et 72 vers les cuves de purges) : l'exploitant est en train de faire des fouilles et prépare le dossier de porter à connaissance.

La phase n°4 correspond à la mise en caniveau des tuyauteries sur la voirie puis dans les rétentions.

L'exploitant confirme qu'il transmettra un dossier de porter à connaissance mettant à jour les informations sur les déterrements. Le programme calendaire sera transmis.

Sur 2026, les travaux devraient consister en la traversée de la voirie entre les bacs 61 et 71 et le déterrement de toute la tuyauterie dans les cuvettes 71 et 72.

Les autres traversées de voiries seront programmées en 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 5 : Afin de satisfaire l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20/08/2020, l'exploitant doit transmettre le porter à connaissance mis à jour pour le programme de déterrement des tuyauteries du dépôt au niveau des traversées de voirie et ce avant le début des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne (POI)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

[...] Le POI est remis à jour à chaque modification notable et avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) s'il existe, est consulté par l'industriel et l'avis de ce comité est transmise au préfet. Cette révision est également transmise à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Une version du POI a été transmise à l'inspection.
Il précise que seul le plan de masse a été mis à jour dans ces documents.

L'inspection rappelle que la révision de l'EDD pourra amener à ajouter des scénarios au POI suite aux modifications des installations.
L'observation est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

[...] Les équipements métalliques (réservoirs, cuves et tuyauteries) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la catégorie des liquides contenus ou véhiculés.[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport n°P.01622689.F.52 rev 0 par ACTEMIUM du 18/07/2024: travaux de mise en conformité protection Foudre. Ce rapport indique la réalisation d'interconnexion des passerelles et rambardes au circuit d'équipotentialité des masses, fixation des conducteurs des descentes bac 71/71/62/63/52/53 par des bornes inox version verticale certificat 1223128801113. L'exploitant indique que les passerelles d'enjambement sont à la terre. Il précise que les tuyauteries sont à la terre.

L'inspection s'interroge quant à la nécessité ou non d'une révision de l'ARF suite aux travaux.

La non-conformité relative à la mise à la terre de l'ensemble des équipements métalliques après les modifications du site (déterrement des tuyauteries au niveau des cuvettes 52, 53, 62 et 63) est levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 5 : L'exploitant s'assurera de la nécessité de faire une révision de l'analyse risque foudre suite aux travaux de déterrement réalisés, conformément aux dispositions de l'article 7.6.4.a de l'arrêté préfectoral du 20/08/2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I item 4

Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre du processus gestion des modifications

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025

Prescription contrôlée :

4. Conception et gestion des modifications

Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés

Constats :

L'exploitant indique que la mise à jour de la procédure encadrant les modifications de son installation n'a pas été faite pour le moment.

L'observation est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 6 : l'observation relative à la clôture des modifications, encadrée par la procédure « gestion des modifications » constatée en 2023 et reprise dans les rapports d'inspection de 2024 et 2025 n'est pas levée. Par conséquent, l'observation devient une non-conformité à traiter dans les 2 prochains mois par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Détection hydrocarbure liquide – Vérifications et Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.
Une procédure de contrôle est établie pour chaque mesure de maîtrise des risques.
Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...]

Constats :

L'appel de TRAPIL ne figure pas dans le relevé d'appel de l'exercice réalisé début 2025. En revanche l'appel de TRAPIL est bien identifié dans la fiche réflexe du POI.

Cette fiche réflexe est désormais directement accessible dans le bureau des gardiens.

La plateforme d'appel automatique FACT 24 qu'il est prévu d'utiliser dans le cadre d'un POI, intègre également TRAPIL selon l'exploitant.

Les observations sont levées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, PMII Tuyauteries

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

L'exploitant indique que le rapport présenté correspond à l'état initial. Il n'a pas l'historique des tuyauteries tel que demandé.

Le programme d'inspection prévoit un passage tous les 3 ans où le contrôle porte sur une partie des tuyauteries. Il a présenté le rapport d'inspection CR-IP-21.12 rev B du 19/03/2022. Il indique la nécessité d'une reprise peinture, d'actions correctives sur certains supports, d'actions sur soudures et piquages, notamment des défauts identifiés sur les soudures de piquages de la tuyauterie ISO OR-AT-PR1-008 : P8, P16 et P34 qui sont non conformes. Le suivi sur la GMAO reprend le numéro OR-AT-ASS-XX.

Au vu de la difficulté technique des modifications (arrêt du dépôt, nécessité de remplacer les

tuyauteries à certains endroits, coût des travaux) et compte-tenu que le défaut relevé par MISTRAS n'en est pas un pour l'exploitant (les épaisseurs n'auraient pas changées mais les référentiels oui), l'exploitant indique qu'il ne compte pas mettre en place de dispositions correctives.

La prochaine campagne d'inspection est à réaliser en 2026.

L'inspection signifie à l'exploitant qu'il doit justifier pourquoi il ne réalise pas lesdits travaux et quelles sont les mesures compensatoires mises en place. L'étude de dangers devra tenir compte de ces éléments, notamment en analysant si ces derniers ne viennent pas modifier la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux lié à une fuite.

L'inspection considère que la non-conformité est remplacée par la suivante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 7 : L'exploitant doit justifier pourquoi il ne procédera pas aux travaux visant à remédier aux désordres identifiés par MISTRAS, en particulier ceux concernant la reprise des soudures des piquages identifiés par MISTRAS, notamment au regard des guides professionnels sur la base desquels a été établi le plan d'inspection des tuyauteries. L'exploitant précisera également les mesures compensatoires qu'il mettra en œuvre.

L'exploitant doit, dans tous les cas, suivre l'évolution de ces désordres. Enfin, la révision de l'étude de dangers doit tenir compte de ces éléments, notamment en analysant si ces derniers ne viennent pas modifier la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux liés à une fuite à ces endroits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Emulseur - Disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025

Prescription contrôlée :

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement [...].

Constats :

L'exploitant indique que le cas majorant sur site ne nécessite que 15 m³ d'émulseur alors que l'étude de dangers dans sa dernière version indiquait 48 m³. L'exploitant indique qu'il y avait à l'époque l'aide mutuelle pour ce qui a trait au régime d'autonomie.

Il y a une vérification hebdomadaire des émulseurs disponibles et la valeur est indiquée dans le poste de garde.

Le prochain test des moyens en émulseur devrait avoir lieu en 2026. L'inspection souligne qu'il conviendrait de faire ce test avec le futur émulseur et souhaiterait être présente pendant ce test.

Les GRV ont été déplacés au niveau des bureaux pour les sortir des flux thermiques potentiels. Aujourd'hui il n'y a plus besoin de ces GRV. Ils seront probablement évacués car inutiles dans le cadre de l'autonomie.

L'exploitant confirme que la révision de l'étude de dangers permettra de réviser la quantité d'émulseur nécessaire.

La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : MMR : Niveaux NSH et NSTH - Contrôle et Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise de Risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Une procédure de contrôle est établie pour chaque mesure de maîtrise des risques.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

L'exploitant tient notamment à disposition de l'inspection des installations classées :

- le programme de contrôles périodiques et de maintenance de ces mesures de maîtrise des risques ;
- les résultats de ces programmes et les actions engagées pour y répondre;
- les actions de maintenance préventives ou correctives.

Constats :

Les attendus des contrôles des systèmes de détection NSH (niveau de sécurité haut) et NSTH (niveau de sécurité très haut) ont été précisés dans le mode opératoire FO-218-OY et dans la fiche d'enregistrement associée.

L'exploitant a formalisé les tests de bonne réception de l'alerte au niveau du dispatching de TRAPIL suite au déclenchement des détecteurs NSH et NSTH, via l'ajout suivant : « une alarme lors du déclenchement de la NSH et de la NSTH doit être reçue par TRAPIL ». La fiche de contrôle intègre une « alarme sonore TRAPIL (sirène extérieure) ».

L'observation peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Niveau de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 7.3.6.f
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Les réservoirs de liquides inflammables 52, 58, 62, 63, 71 et 72 sont tous équipés :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un dispositif de mesure de niveau fonctionnant de façon continue dont le signal est utilisé pour les asservissements de conduite des opérations de réception (telles que le changement de réservoir ou l'arrêt de la réception);- d'une sécurité de niveau haut, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :<ul style="list-style-type: none">* indépendante du dispositif de mesure de niveau ;* installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;* programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut :<ul style="list-style-type: none">> génère une alarme visuelle et sonore,> génère l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur,> stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée, par action sur la vanne d'arrivée du liquide inflammable,> positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre ;- d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut :<ul style="list-style-type: none">* indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau,* installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement,* programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir,* positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée avant le débordement du réservoir. [...]
Constats : <p>L'exploitant a présenté le procès-verbal de réception du 31/07/2025 intitulé suppression de la temporisation sur la NSTH dépôt OY par ACTEMIUM.</p> <p>La non-conformité est levée ainsi que l'observation qui avait été formulée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : AN - Shunt/By pass - Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe 1 point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024
Prescription contrôlée : <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
Constats : <p>La procédure FO-777-OYRY qui fixe la mise en œuvre des mesures compensatoires lors d'une panne ou d'une inhibition préventive d'un équipement de sécurité (MMR, MMRI ou autres) est accessible depuis la plateforme. En revanche, elle n'est pas nommément désignée dans le SGS.</p> <p>La non-conformité est maintenue.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>NC 8 : Afin de satisfaire le point 3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, l'exploitant ajoutera un paragraphe au niveau du chapitre 8 du SGS afin de présenter la procédure FO-777-OYRY V2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : AN - Shunt/By pass - Revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024
Prescription contrôlée : <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
Constats :

La dernière révision de la procédure FO-777-OYRY V2 qui fixe la mise en œuvre des mesures compensatoires lors d'une panne ou d'une inhibition préventive d'un équipement de sécurité (MMR, MMRI ou autres) date du 19/03/2024. Dans le paramétrage informatique, la personne en charge de la procédure reçoit une alerte quand l'échéance de révision est atteinte. La plate-forme qualité utilisée permet à tous les utilisateurs de proposer des améliorations comme a pu le constater l'inspection.

L'observation est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : AN-Shunt/BP Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques accidentels, Procédure

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre **les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques**. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités **de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux** conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'exploitant indique que la demande consistant à intégrer, dans une procédure au SGS, les mesures compensatoires à mettre en œuvre en cas de shunt d'une MMR donnée n'a pas encore été suivie d'effets mais une telle procédure est recensée dans la plateforme qualité du site.

La non-conformité est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 9 : Afin de satisfaire l'article 54 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010, il convient de détailler, dans une procédure à intégrer au SGS, les mesures compensatoires à mettre en œuvre en cas de shunt d'une MMR donnée. Ces mesures compensatoires doivent permettre de garantir son objectif, son niveau de confiance et son efficacité sur les scénarios sur lesquels elle intervient, conformément à l'étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 22 : AN - Shunt/By pass Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54A

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel et entreprises extérieures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/01/2025

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure :-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.

Constats :

L'exploitant a présenté :

- les éléments justifiant l'habilitation des personnes autorisées à valider la mise en place des mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'équipement de sécurité,

Les mesures compensatoires sont proposées par le chef de quart et validées par un approbateur identifié dans le tableau des habilitations de la fiche ENR 777. Cette liste d'approbateurs comprend toutes les personnes autorisées à occuper un poste d'astreinte de niveau 1 et de niveau 2. Cette liste comprend également le chef de dépôt, son adjoint et le responsable HSE. Les critères pour occuper un poste d'astreinte sont les suivants :

- 1- savoir reprogrammer une réception TRAPIL ;
- 2- être formé à la gestion de crise.

- les éléments justifiant la formation des opérateurs sur la gestion des modes dégradés quand cela concerne des équipements de sécurité,

Les mesures compensatoires sont des mesures simples comme une vérification visuelle. Elles ne nécessitent pas de formation particulière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 5 : Si le personnel d'astreinte qui valide les mesures compensatoires est clairement identifié dans la fiche ENR 777, il n'est pas sensibilisé au fonctionnement des MMR et MMRI. La remarque est maintenue.

Rappel de la remarque : « Il convient de mettre en place un cursus d'habilitation des personnes autorisées à valider la mise en place des mesures compensatoires d'un dysfonctionnement d'équipement de sécurité. Ce cursus doit notamment comprendre l'appropriation du fonctionnement des équipements de sécurité ainsi que de leur chaîne de commande

instrumentée ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2025

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté :

- la procédure perte d'utilités FR 006 OY version 1 du 07/10/2025. Cette fiche renvoie vers le formulaire d'enregistrement FO/ENR 300 OY,
- la fiche ENR777, Cette dernière ne reprend pas le système de coche car l'exploitant ne veut pas orienter l'opérateur,
- les éléments formalisés quant aux conditions inacceptables de reprise d'activité sur fonctionnement du groupe électrogène.

La procédure et ses formulaires associés répondent aux prescriptions de l'article 56 de l'arrêté du 04/10/2010.

La non-conformité et ses demandes associées sont levées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1

Thème(s) : Autre, Porter à connaissance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<ul style="list-style-type: none"> • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 20/08/2020 Art 1.5.1 : Porter à connaissance Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'éviter les doublons sur le logiciel de suivi de l'inspection, cette non-conformité est à lever puisque reprise en fiche 10 du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 25 : Visite terrain

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2020, article 1.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 20/08/2020 Art 1.5.1 : Porter à connaissance Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. Toute autre modification notable apportée au projet est portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas partager l'inquiétude de l'inspection quant au scénario d'un percutement de la tuyauterie aérienne hors rétention par un véhicule circulant sur site. Il considère physiquement impossible ce dernier car il n'y a pas de véhicule non autorisé sur le site. Par ailleurs, le site étant autonome, le camion des sapeur-pompier n'est pas censé rentrer sur le site. Il confirme que la glissière est située à environ 50 cm de la tuyauterie et permet d'éviter un tel dommage sur la tuyauterie.</p>

L'inspection confirme que le scénario est physiquement possible et qu'en conséquence ce dernier doit être étudié. L'inspection demande à ce que le calcul de déformation de la glissière soit étudié dans le cadre de la révision de l'étude de dangers, calcul qui utilisera bien entendu les règles d'exploitation du dépôt (vitesse maximale, poids du véhicule susceptible d'accéder au site...). Comme la tuyauterie est hors rétention, si la conclusion est qu'un impact est possible, il conviendrait d'ajouter un élément physique pour empêcher cet impact et/ou revoir l'implantation de la glissière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 10 : L'inspection demande à ce que le calcul de déformation de la glissière soit étudié dans le cadre de la révision de l'étude de dangers, calcul qui utilisera bien entendu les dispositions du dépôt (vitesse maximale, poids du véhicule susceptible d'accéder au site...). Comme la tuyauterie est hors rétention, si un impact est possible, il conviendrait d'ajouter un élément physique pour empêcher cet impact et/ou revoir l'implantation de la glissière.

L'EDD doit bien tenir compte des nouvelles propriétés du nouvel émulseur le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

